



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-aventure-grecque>

Actualité

# L'aventure grecque

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2015 - N° 1164 - mai 2015 -

Date de mise en ligne : samedi 25 juillet 2015

Date de parution : mai 2015

## **Description :**

Bernard Blavette tente de comprendre les enjeux de l'épreuve de force qui se déroule en Grèce.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Il est toujours périlleux de commenter à chaud l'histoire en train de s'écrire. Pourtant l'épreuve de force qui se déroule actuellement en Grèce revêt une telle importance que l'on saurait difficilement se passer de tenter de comprendre les enjeux de la confrontation, la nature et les buts des forces en présence. Dans le texte ci-dessous, Bernard Blavette a cette ambition, tout en gardant à l'esprit que l'histoire a plus d'un tour dans son sac pour nous étonner et emprunter les chemins les plus inattendus.**

La Grèce, ce gros rocher brûlé par le soleil aux confins de l'Europe et de l'Asie, semble étrangement voué à connaître un destin qui la dépasse largement. Déjà, il y a plus de 2000 ans, des législateurs audacieux (Solon, Dracon, Clithène...) conçoivent les principes éthiques et moraux qui devaient donner naissance à ce que nous nommons aujourd'hui l'état de droit et amorcer la quête, toujours renouvelée, de la démocratie. Des penseurs hors du commun fondent la philosophie, la recherche de la sagesse, et différentes écoles (l'Académie de Platon, le Lycée d'Aristote, le Portique de Zénon fondateur du stoïcisme...) débattent, s'enrichissent réciproquement, dans un dialogue dont notre époque peine à concevoir l'ampleur, et dont l'écho raisonne plus que jamais à nos oreilles. C'est ce que de nombreux historiens et philosophes ont qualifié de "Miracle grec".

Aujourd'hui, la Grèce se retrouve à nouveau dans l'axe du collimateur, sur un point cathartique [✱] où se décide probablement l'avenir du continent européen et peut-être même le destin de la mondialisation néo-libérale. L'arrivée au pouvoir de Syriza, ce parti pratiquement inconnu il y a deux ou trois ans à peine, et largement porté par "la base" comme Podemos en Espagne, sera probablement considéré dans le futur comme l'un de ces déclics, de ces événements clef, autour desquels l'histoire bascule, les passions se déchaînent. Il suffit parfois du battement d'aile d'une libellule pour libérer un tremblement de terre.

## L'oligarchie n'accepte pas

Car pour l'oligarchie dominante, une ligne rouge a été franchie en Grèce. L'inacceptable vient de se produire : le peuple grec a porté au pouvoir un parti qui prétend contrevenir au carcan du Traité de Lisbonne, remet en question la légitimité d'une large part de la dette grecque, faisant ainsi obstacle à la construction d'une l'Europe néo-libérale.

Pour l'oligarchie il y a là un défi à relever.

Si l'on veut comprendre l'attitude intransigeante des forces dominantes, il faut remonter quelques dizaines d'années en arrière lorsqu'après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les grands empires coloniaux, notamment français et britannique, se disloquent et les pays colonisés accèdent à l'indépendance. Il faut alors trouver de nouveaux moyens pour assurer la domination des grandes puissances sur des territoires riches en matières premières stratégiques : on recourra massivement à la corruption des élites, qui permettra de mettre en place des gouvernements fantoches à la solde des intérêts dominants. Et ce scénario se déroulera dans la quasi-totalité des pays d'Afrique et d'Amérique du sud. Les quelques personnalités qui refuseront de se soumettre seront carrément éliminées. À cet égard l'assassinat le 17 janvier 1961 de Patrice Lumumba, Président élu de la République Démocratique du Congo (ancien Congo belge), orchestré par la Belgique et la CIA, est un exemple paradigmatique. Quelques années plus tard la liquidation de Salvador Allende au Chili prend place dans le même contexte.

# La nouvelle arme

Et à partir des années 1980 fut imaginée l'arme de la dette [1]. Les pays pauvres de la périphérie vont alors être poussés à s'endetter, ce qui confèrera aux créanciers, les pays riches du nord, la quasi maîtrise de l'économie des anciennes colonies. À cette même époque la "Révolution conservatrice" [2] initiée par les économistes de l'École de Chicago et mise en oeuvre par Ronald Reagan et Margaret Thatcher prend son envol, la mondialisation néo-libérale se met en place et confère peu à peu la réalité du pouvoir à des instances non élues : OMC, FMI au niveau mondial, Commission, BCE, en Europe.

Après avoir soumis les pays pauvres de la périphérie, l'oligarchie, dévoilant ainsi son caractère insatiable, s'attaque maintenant au noyau dur des pays riches du centre dont les peuples ont su, à travers des luttes étalées sur près de deux siècles, conquérir des droits et un niveau de confort inégalés dans l'Histoire. La propagande se déchaîne alors pour placer sur un piédestal la figure de "l'entrepreneur héroïque", ce conquérant moderne qui, doté d'une imagination sans limite, prenant tous les risques, consacre sa vie à l'argent et au pouvoir qu'il confère, se complait dans l'étalage de sa richesse largement dévoilé dans les magazines "people" : le yacht de Bolloré est-il plus grand que celui de Tapie ? La question mérite d'être posée et fait débat dans les chaumières. Simultanément, les grands médias n'ont pas de mots assez durs pour stigmatiser ceux qui "s'accrochent" aux « avantages acquis » et se méfient des « réformes » visant à « moderniser la protection sociale ». L'oligarchie applique strictement la vieille formule qui a toujours fait ses preuves « Tout ce qui m'appartient n'est pas négociable, mais tout ce qui est à toi doit être discuté ». En parallèle, la multitude est anesthésiée par la consommation de masse, comme autrefois on achetait les "nègres" avec de la verroterie : la dernière tablette, le nouveau jeu vidéo « dont tu es le héros », une semaine de rêve sur une île paradisiaque...

Bien sûr, le peuple grec n'échappera pas à cette fascination pour la marchandise. Et la grande crise de 2008, paradoxalement une divine surprise pour l'oligarchie, va permettre d'accélérer le processus de destruction des droits, de mise à mal de la démocratie, en creusant les déficits publics, en soumettant plus que jamais les peuples des pays riches au talon d'acier de la dette.

En France la "loi Macron", récemment votée, n'est que l'aboutissement provisoire de ce processus. Ainsi la main gauche de l'État, celle qui est censée se préoccuper de l'intérêt général, se trouve fortement affaiblie, tandis qu'à la faveur d'attentats fort bienvenus, sa main droite, celle qui dispose du monopole de la violence légale, va se trouver renforcée par « la loi renseignement » qui sera probablement votée à l'Assemblée Nationale le 4 mai prochain. La "loi Macron" et la "loi renseignement" s'équilibrent admirablement : l'une poursuit la destruction des droits sociaux, l'autre criminalise d'éventuelles protestations...

Il ne faudrait pourtant pas imaginer que nous avons à faire à un complot planifié, ourdi de longue date ; le capitalisme, dans sa version néo-libérale, est par essence incapable de toute prévision sur le long terme : par contre, il possède une remarquable capacité à saisir les opportunités qui se présentent pour les retourner à son avantage.

Face à cette lame de fond inexorable, on trouve donc un petit pays, la Grèce et un petit parti, Syriza. L'oligarchie ne peut accepter la poursuite et la réussite, même partielle, de l'expérience grecque : elle risquerait de faire des émules, surtout avec les élections espagnoles qui se profilent et la victoire possible du nouveau parti Podemos, proche de Syriza.

# L'intransigeance

Car ce qui se joue aujourd'hui en Grèce et peut-être demain en Espagne, ce n'est rien moins que l'avenir du capitalisme néo-libéral comme projet politique et sociétal. Si Syriza et Podemos parvenaient à incarner une alternative crédible au système dominant, il s'agirait d'un séisme politique de première grandeur susceptible de pulvériser le fameux « There is no alternative (TINA) » de Margaret Thatcher. Syriza doit donc impérativement échouer, ses dirigeants humiliés, comme le furent en leur temps Alexandre Dubcek et ses collaborateurs lors de l'écrasement du « Printemps de Prague ». La similitude entre l'attitude des pays du pacte de Varsovie, menés par l'URSS, et l'Union Européenne, de plus en plus dominée par l'intransigeance allemande, est frappante.

Dans les deux cas il faut faire un exemple susceptible de marquer les esprits, de décourager toute dissidence par rapport à la doctrine officielle imposée.

L'oligarchie irait-elle jusqu'à sortir de la légalité, soutenir une forme plus ou moins larvée de coup d'État pour éliminer Syriza ? L'hypothèse n'est pas à exclure. L'universitaire Stathis Kouvelakis, membre du Comité central de Syriza, interviewé récemment sur Médiapart par le philosophe Alain Badiou, déclarait ne pas être totalement sûr de la police et de l'appareil judiciaire largement infiltré par le parti d'extrême droite Aube Dorée. Or pour Syriza prendre le pouvoir ne suffit pas, il faut aussi « investir l'État », c'est-à-dire s'assurer la collaboration loyale de tous les fonctionnaires situés aux différents niveaux de l'appareil étatique. Cela n'est pas une tâche facile, surtout pour un parti nouveau venu sur l'échiquier politique. Cela demande du temps, et précisément, le temps c'est ce dont Syriza ne dispose pas.

## Rester ou non dans l'UE ?

Par ailleurs, une question se pose pour l'oligarchie comme pour Syriza : la place de la Grèce est-elle à l'intérieur ou à l'extérieur de l'UE ? En Allemagne, nombreux sont ceux qui verraient le départ de la Grèce sans déplaisir ni crainte. Sur un plan strictement économique la défection d'une économie de faible importance comme celle de la Grèce ne présente pas de risque systémique, mais il en va tout autrement d'un point de vue géopolitique. En effet l'Union est aujourd'hui chancelante et des forces centrifuges se font jour. Au-delà de l'étrange position du Royaume-Uni « un pied dehors, un pied dedans » l'euro-scepticisme ne cesse de marquer des points : en France, qui fut longtemps l'un des moteurs de la construction européenne, après l'échec du référendum sur la Constitution Européenne, le Front National prospère sur un sentiment de rejet ; la Norvège refuse toujours obstinément d'intégrer l'Union ; l'Islande est en train de reconsidérer la possibilité de son adhésion... Bref le projet européen n'est plus attractif et il se pourrait que la défection éventuelle de la Grèce soit le début de la débandade... Pousser la Grèce hors de l'Union serait pour l'oligarchie l'arme ultime... mais qui pourrait aussi engendrer une situation qui deviendrait vite incontrôlable car cela pourrait aussi amener Syriza à se tourner, en désespoir de cause, vers la Russie pour tenter de nouer de nouvelles alliances. N'oublions pas que des liens culturels très forts unissent les deux pays, ne serait-ce que l'appartenance commune au monde de la chrétienté orthodoxe. Les intérêts économiques communs sont aussi loin d'être négligeables : la Russie est intéressée par des prises de participation dans le port de Thessalonique, dans la société grecque des chemins de fer et dans le distributeur de gaz grec DESPA. N'oublions pas non plus que la Russie est engagée dans une véritable guerre en Ukraine et qu'elle verrait fort probablement d'un bon oeil l'arrivée d'un nouvel allié potentiel. Dans cette perspective, la visite d'Alexandre Tsipras à Moscou début avril, son premier déplacement hors de l'Union Européenne, prend un relief tout particulier [\[3\]](#).

Du côté de Syriza, la sortie de l'Union est aussi problématique. Au-delà des conséquences proprement économiques sur lesquelles les avis divergent largement, il est un fait incontestable que j'ai pu vérifier personnellement à l'occasion de plusieurs voyages : le peuple grec se sent profondément européen. À la veille des élections, un sondage montrait que 85% des Grecs souhaitaient le maintien de leur pays dans l'Union, et il est plus que probable que Syriza ne serait pas arrivé au pouvoir si son programme avait comporté explicitement la sortie de l'Union. Une prise de distance par rapport à l'Europe serait donc vécue en Grèce comme un grave échec et risquerait de couper Syriza d'une fraction non négligeable de son électorat.

# Le masque est tombé

On le voit, l'oligarchie joue une fois de plus avec le feu dans une confrontation aux conséquences imprévisibles. Une chose est sûre, le masque est maintenant tombé et l'Union Européenne apparaît pour ce qu'elle est réellement dans son état présent : un simulacre de démocratie, une machine sophistiquée visant à assurer le pouvoir et les privilèges d'une classe d'oligarques parasites et irresponsables. Après le refus de tenir compte des résultats des référendums organisés en France et aux Pays-Bas sur le projet de Constitution Européenne, la volonté du peuple grec est maintenant ouvertement bafouée. S'agissant de la Grèce, cet acharnement (notamment allemand) contre un peuple qui a connu les pires vicissitudes, a quelque chose de franchement obscène.

## Retour sur l'Histoire

L'histoire de la Grèce est en effet une longue tragédie. La Grèce acquiert son indépendance en 1830 après plus de trois siècles de domination ottomane, mais après une courte période républicaine, la France, le Royaume-Uni et la Russie lui imposent un roi d'origine bavaroise, Othon 1er, qui installe un régime dictatorial. Lors de la Seconde Guerre Mondiale, l'occupation allemande et italienne s'avère particulièrement dure, et la fameuse bataille de Crète, défendue par un corps expéditionnaire anglais, appuyé par un fort contingent de partisans locaux, tourne au carnage faisant près de 8.000 morts (allemands et alliés) en deux semaines. À la libération, le plus puissant des mouvements antinazis, l'EAM-ELAS, d'inspiration communiste, s'oppose aux troupes alliées dans ce qui devait dégénérer en une véritable guerre civile qui se poursuivra jusqu'en 1949. Puis, de 1967 à 1974, le pays subira encore une dictature militaire, dite « des colonels », qui va multiplier les persécutions à l'encontre non seulement des partis de gauche, mais envers tous les défenseurs des droits de l'homme. Enfin aujourd'hui, le peuple grec exténué (salaire minimum et retraites divisés par 2, chômage, impossibilité de se soigner pour les plus modestes...) se retrouve seul contre tous à subir les dictats de l'Union Européenne et de ses soi-disant « partenaires » qui sont autant de féroces ennemis, et cela sans même le soutien affirmé des différents mouvements sociaux européens qui semblent attendre de mettre, chacun à leur tour, la tête sur le billot...

## Ce que l'Europe pouvait pu être

L'union des pays d'Europe fut à l'origine une grande et belle idée. Elle aurait pu être le grand projet du nouveau millénaire.

L'Europe a connu l'expérience du pire avec des guerres interétatiques incessantes, culminant avec les carnages du XXème siècle.

Mais l'Europe disposait aussi d'un socle solide de valeurs communes, philosophiques et culturelles, depuis les penseurs de l'antiquité grecque jusqu'au « Siècle des lumières ». Elle disposait également d'un regard critique sur le capitalisme dominant élaboré à partir du XIXème siècle avec la pensée marxiste, les socialistes utopiques (Robert Owen, Saint-Simon, Charles Fourier....) ou libertaires (Pierre-Joseph Proudhon), qui aurait pu lui permettre de dessiner des alternatives, d'approfondir la démocratie et la justice.

L'Europe aurait pu former une entité politique d'un genre nouveau, capable d'engager le dialogue avec les autres cultures du monde, notamment asiatiques, générant ainsi ce que les anglo-saxons nomment « cross fertilisation » (littéralement fertilisation réciproque). Une telle démarche ouvrait des perspectives quasiment infinies [4]...

Ainsi l'Europe aurait pu, en quelque sorte, se racheter, elle qui est à l'origine de la plupart des grandes catastrophes qui ont marqué l'humanité : le génocide des Amérindiens, les tragédies de la traite négrière et de la colonisation, l'invention des camps d'extermination. Mais non, la bêtise abyssale d'une poignée d'oligarques, jointe à l'apathie du plus grand nombre, ont donné naissance à un monstre irresponsable voué, une fois de plus, à la domination, à l'élimination de ce qu'il y a de réellement humain en l'homme.

Réformer l'Union de l'intérieur semble impossible tant la gangrène de la corruption, des conflits d'intérêts, du lobbying, s'y est installée ; abattre la bête et revenir aux États-nations n'inspire guère confiance si l'on se réfère au passé. Notre inconscience nous a engagés dans une impasse, il n'y a plus que de mauvaises solutions : une Union poursuivant sa route de plus en plus autoritaire puisque nous savons aujourd'hui que le capitalisme et les profits peuvent prospérer dans le cadre de régimes dictatoriaux comme le montre le cas de la Chine, mais nous pouvons aussi assister à une explosion incontrôlée avec retour aux États-nations du passé, ce qui ne garantirait pas non plus la poursuite d'un processus démocratique, qui n'était peut-être qu'une parenthèse dans l'histoire du capitalisme. Il est d'ailleurs probable que nous n'aurons pas à choisir et que les événements s'imposeront d'eux-mêmes. Il est aussi possible que l'histoire emprunte un autre chemin auquel nul n'avait songé, que l'aventure grecque débouche sur une sortie de crise positive (notamment si Podemos arrivait au pouvoir en Espagne), réalisant ainsi un nouveau « miracle grec ».

Mais nous entrons là dans le domaine incertain de la pure spéculation....

---

[\*] La catharsis (en grec  $\kappa\alpha\theta\alpha\rho\iota\sigma\iota\varsigma$ ) signifie purification. La catharsis est l'épuration des passions par le moyen de la représentation dramaturgie.

---

[1] Il s'agit plutôt d'une redécouverte puisque l'endettement a depuis toujours été utilisé comme moyen de pression et de domination par les pouvoirs en place. Lire Dette, 5000 ans d'histoire, par l'économiste et anthropologue étasunien David Graeber - Ed. Les Liens qui Libèrent (2011).

Pour un exposé synthétique de cet ouvrage, voir Bernard Blavette, Dette et domination, GR 1154.

[2] Sur la Révolution Conservatrice voir Les évangélistes du marché, par l'économiste britannique Keith Dixon. Ed. Liber/Raisons d'Agir (2008).

[3] Voir Tsipras à Moscou : les raisons d'un rapprochement, par Amélie Poinssot - Médiapart le 7/4/2015.

[4] Sur ce point, consulter l'oeuvre du sinologue et philosophe François Julien qui s'attache à définir les passerelles possibles entre les philosophies européennes et chinoises. Lire notamment Les transformations silencieuses et Cette étrange idée du beau, Le livre de poche/Essais (2010).